



Union
Syndicale
Solidaires

2 rue chavanne - 69001 Lyon

tél : 04 78 30 49 54

email : sud.crc.rhone@wanadoo.fr

site : www.sudsantesociaux69.org

CORONAVIRUS

Il faut mettre les moyens là où ils sont nécessaires

La crise du coronavirus percute le service public de santé et le secteur social et médico-social, fragilisés par les politiques des gouvernements successifs !

**Pourrons-nous tenir le coup ?
Si le gouvernement peut compter sur nous,
l'inverse reste encore à prouver !**

La santé et le social n'ont pas de prix, il faut débloquer en urgence tous les budgets nécessaires à la gestion de cette crise, pour les personnels en première ligne et la population.

Parce que nous avons choisi de travailler dans les hôpitaux, les EHPAD, l'aide à la personne, les établissements du social et du médico-social, parce que nous avons choisi de prendre soin des usager-es, nous sommes au rendez-vous de la crise sanitaire liée au Coronavirus, au côté de toutes et tous, sans aucune distinction.

Nous n'oublions pas que cela fait des années que nous nous mobilisons pour dénoncer les plans d'austérité successifs qui ont cassé notre système de soins, dans les hôpitaux et les EHPAD (fermeture de milliers de lits et de postes en 20 ans, manque de matériel, baisse permanente des budgets année après année, précarisation).

Nous n'oublions pas que nous nous battons depuis des années et notamment depuis 1 an avec les urgences pour préserver notre système de soins, sans pourtant être écouté-es et en étant même réprimé-es.

Nous n'oublions pas que nous faisons de même pour le secteur social, le médico-social, dont fait partie la

protection de l'enfance, qui accueillent les personnes les plus fragilisé-es et précaires. Ces secteurs sont également en difficulté et subissent aussi de plein fouet cette crise.

La réalité de nos conditions de travail au quotidien et des conditions d'accueil est déjà très dégradée. Cela est pire et va s'aggraver. Les conséquences pour les personnels et la population sont forcément terribles. La situation générale liée au confinement et à la gravité de la situation accentue ces difficultés. Nous devons faire face à tout !

A l'heure actuelle, alors que le confinement est nécessaire pour ralentir la propagation du virus, nous manquons cruellement de masques, de gels hydroalcooliques, pour toutes les personnes obligées de travailler à leur poste.

Il faut également de tests pour dépister les collègues présentant les symptômes, leur nombre augmentant. Heureusement, certains hôpitaux mettent maintenant en place des moyens de dépistage pour le personnel.

Nous manquons cruellement d'effectifs, de lits, de places, pour accueillir toutes celles et ceux qui en ont besoin, sans devoir laisser de côté les plus fragiles et faire des choix impossibles. On sait déjà que nous ne pourrons pas soigner et accompagner tout le monde, les personnes atteintes par le coronavirus mais aussi celles souffrant d'autres pathologies ou nécessitant d'être accompagnées socialement.

Alors, il nous faut dès maintenant :

- Des budgets à la hauteur pour faire face, tenir le coup sur la longueur et prendre soins de toutes et tous ! Ce n'est pas le moment de faire des économies sur la santé des agents et celle de la population. Le gouvernement l'annonce, qu'il le fasse réellement !
- La tenue régulière de CHSCT et CSSCT dans tous les établissements,
- L'embauche immédiate de personnels supplémentaires en nombre, statutaires dans le public et en CDI dans le privé. La réserve et les bricolages internes ne suffiront pas pour absorber le choc,
- Du matériel de protection dont des masques et du gel hydroalcoolique pour tous les personnels, quelque soit leur métier, dans la sous-traitance y compris, qui sont indispensables à leur poste,
- Le télétravail ou le renvoi à domicile pour les autres,
- Le matériel de dépistage pour tout-es les salarié-es qui sont touché-es, sans distinction,
- La mise systématique en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) de toutes les absences liés à la crise du coronavirus avec maintien du salaire intégral, primes comprises, pour tout le monde : celles et ceux qui peuvent travailler à domicile, en confinement parce que touché-es par la maladie, à la maison pour garder les enfants, qui pour raisons diverses ne peuvent pas placer leur enfant dans les lieux de gardes collectives (problèmes géographiques, problèmes d'horaires, de transport scolaire, etc...), dont les états de santé nécessitent de rester à la maison, ayant des enfants en situation de handicap dont les structures d'accueil habituelles sont fermées ou dans l'incapacité de les prendre en charge, coïncés à l'étranger jusqu'à leur rapatriement
- Aucune perte de congés annuels ou de RTT, ou de Repos Compensateurs et mise en Autorisations Spéciales d'Absence de manière rétroactive pour celles et ceux qui ont été obligé-es de les prendre,
- La suspension du ou des jours de carence,
- La reconnaissance en accident du travail et maladie professionnelle pour les salarié-es touché-es,
- Le respect de la réglementation du travail, des repos hebdomadaires, des congés annuels, pour tenir physiquement et être en forme sur le pont,
- La rémunération des élèves amené-es à travailler durant la gestion de la crise sanitaire,
- L'arrêt évident de toutes restructurations en cours ou à venir et des méthodes de management pathogènes existant,
- Réquisition des logements vides pour accueillir les plus précaires.

A la fin de cette crise, les bilans pourront se faire et nous serons là. La nécessaire bataille pour améliorer notre service public de santé et notre secteur social et médico-social, sera d'autant plus d'actualité.

Les moyens budgétaires doivent être augmentés de manière significative et pérenne, les politiques d'austérités définitivement arrêtées.

Les secteurs de la santé, du médico-social et du social ne sont pas des marchandises.

Ils sont en première ligne pour affronter les crises, ils doivent être définitivement sanctuarisés avec tous les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement.